



La crise indo-pakistanaise du printemps 2025

Reflet d'un conflit en mutation

Sylvia MALINBAUM

► Points clés

- Les affrontements du 7 au 10 mai 2025, déclenchés en réaction à l'attentat de Pahalgam du 22 avril dans le Cachemire indien, constituent la plus grave escalade militaire entre l'Inde et le Pakistan depuis plus de vingt ans.
- Si l'Inde a démontré sa capacité à mener des frappes en profondeur au Pakistan, les combats ont également révélé les capacités accrues des forces aériennes pakistanaïses, appuyées par la Chine.
- Tandis que la coopération militaire entre le Pakistan et la Chine s'intensifie et que les liens d'Islamabad avec la Turquie se resserrent, l'Inde mise sur ses partenariats les plus solides, en particulier avec la France et Israël.
- Le conflit est aussi instrumentalisé à des fins de politique intérieure en Inde comme au Pakistan. Cette polarisation, nourrie par la guerre informationnelle, enferme les dirigeants dans une logique conflictuelle, rendant tout dialogue bilatéral plus difficile et politiquement coûteux.

Introduction

Le Cachemire, pomme de discorde historique entre l'Inde et le Pakistan, a une nouvelle fois été au cœur de la crise indo-pakistanaise déclenchée par l'attentat de Pahalgam survenu le 22 avril au Jammu-et-Cachemire. Cette attaque, qui a coûté la vie à 25 citoyens indiens et un ressortissant népalais, a profondément choqué l'opinion publique indienne. Elle a mis à mal la politique de normalisation conduite par le gouvernement Modi au Cachemire depuis l'abrogation de l'article 370 en 2019, qui a supprimé l'autonomie constitutionnelle du Jammu-et-Cachemire¹.

Historiquement, le conflit autour du Cachemire est intrinsèquement lié à la formation des États modernes d'Inde et du Pakistan². En 1947, au moment de la partition, l'État princier du Jammu-et-Cachemire, dirigé par le maharaja Hari Singh, envisageait de rester indépendant. Mais l'invasion de la région par des tribus armées venues de la province de la Frontière du Nord-Ouest (actuel Pakistan) a conduit à l'intervention militaire indienne, une fois que le maharaja eut signé l'acte d'accession³. Cette première guerre indo-pakistanaise (1947-1948) provoqua des massacres, des déplacements massifs de population et une division territoriale qui perdure aujourd'hui.

Depuis la fin des années 1980, le Cachemire est devenu un foyer majeur du terrorisme transfrontalier, avec l'émergence d'une insurrection armée islamiste souvent appuyée par les services secrets pakistanais, provoquant des dizaines de milliers de morts et l'exode de quelque 250 000 hindous cachemiris (les Pandits).

C'est dans ce contexte de tensions chroniques que s'inscrivent les événements du printemps 2025. Rapidement attribué par les autorités indiennes à un groupe encore peu connu, le Front de résistance – présenté comme une émanation du Lashkar-e-Taiba (LeT) –, l'attentat de Pahalgam a relancé les tensions avec Islamabad. Le Pakistan a immédiatement nié toute implication, son ministre de la Défense allant jusqu'à accuser New Delhi d'avoir orchestré lui-même l'attentat⁴.

En représailles à l'attentat, l'Inde a lancé le 7 mai 2025 l'opération Sindoor, consistant en une série de frappes aériennes ciblées contre neuf sites identifiés comme des camps d'entraînement ou des bases opérationnelles des groupes Jaish-e-Mohammed et LeT. Les frappes ont visé des positions situées à la fois dans le Cachemire administré par le Pakistan et plus en profondeur, au Pendjab pakistanais. New Delhi a qualifié⁵ cette intervention de « ciblée, mesurée et non escalatoire », en soulignant que les frappes avaient été menées en

1. A. Ashraf Wani, « Jammu and Kashmir in the Aftermath of August 2019: Policy Reforms and the Evolving Governance Framework », *Asie.Visions*, n° 146, Ifri, février 2025.

2. S. Malinbaum, « Cachemire, le conflit sans fin », *Diplomatie*, n° 134, 2025.

3. La signature de l'acte d'accession a formellement intégré le Cachemire à l'Union indienne, bien que cette annexion reste contestée par le Pakistan et à l'origine du conflit indo-pakistanaise.

4. Interview du ministre de la Défense du Pakistan, Yalda Hakim sur Sky News : « Pakistan Warns Kashmir Row Could Lead to "All-Out War" with India », YouTube, 24 avril 2025, disponible sur : <https://www.youtube.com>.

5. « Operation Sindoor: Indian Armed Forces Carried out Precision Strike at Terrorist Camps », ministère indien de la Défense, 7 mai 2025, disponible sur : <https://www.pib.gov.in>.

mode « *stand-off* » – sans pénétration de l'espace aérien pakistanais – et qu'aucune cible militaire n'avait été visée.

En riposte, le Pakistan a déployé une vingtaine de chasseurs incluant des J-10C et des JF-17 – dont certains équipés de missiles PL-15 de conception chinoise. À l'issue de cette première séquence d'engagements, le Pakistan aurait perdu un JF-17, tandis que l'Inde aurait perdu au moins trois appareils : un Mirage 2000, un Rafale et un MiG-29. Ces pertes, cependant, n'ont pas été officiellement reconnues par les deux parties⁶.

Dans la nuit du 7 au 8 mai, Islamabad a lancé des attaques de drones (notamment des Songar turcs) contre une quinzaine de bases aériennes en Inde, qui a répondu le lendemain par des frappes ciblées de drones israéliens Harop, infligeant des dommages significatifs à la défense antiaérienne pakistanaise⁷.

En réaction, le Pakistan a déclenché l'opération Bunyan-um-Marsoos, consistant en plusieurs attaques aériennes (drones et chasseurs) menées le 8 et 9 mai, qui auraient ciblé des objectifs civils dans une vingtaine de villes indiennes des régions frontalières, des centres de commandement et de contrôle ainsi qu'un système de défense sol-air à longue portée (S-400). Les défenses aériennes indiennes semblent avoir efficacement intercepté la plupart de ces attaques⁸.

Dans la nuit du 9 au 10 mai, la crise a basculé avec une intensification des frappes aériennes indiennes frappant au moins onze sites de l'armée de l'Air pakistanaise, ciblant des pistes, radars, hangars et centres de commandement. Parmi les sites figureraient la base stratégique de Nur Khan – proche du centre de commandement nucléaire – et le complexe militaire de Sardogha – à proximité de potentiels sites de stockage nucléaire –, marquant une nette escalade⁹.

La désescalade est survenue dans les dernières heures du 10 mai, sous pression internationale, notamment américaine. Des communications entre les chefs militaires des deux pays ont permis de sceller l'arrêt des combats. Le cessez-le-feu a été annoncé publiquement par le président Donald Trump sur son réseau Truth Social, avant d'être confirmé par son secrétaire d'État Marco Rubio, qui a déclaré sur X que les gouvernements de l'Inde et du Pakistan avaient accepté « de commencer des pourparlers sur un large éventail de questions dans un lieu neutre ».

Cette déclaration représente une victoire diplomatique pour le Pakistan, alors que New Delhi s'oppose fermement à toute multilatéralisation des négociations tant que la question du terrorisme reste non résolue. En outre, la mise sur un pied d'égalité de l'Inde et du Pakistan par Washington a profondément courroucé New Delhi, qui estime être la victime d'un terrorisme soutenu par l'État pakistanais. En parallèle des affrontements

6. M. Pinel, « Analyse de l'emploi de la puissance aérospatiale dans l'engagement militaire entre l'Inde et le Pakistan », *La note du CESA*, Centre des études stratégiques aérospatiales, juillet 2025, disponible sur : <https://www.calameo.com>.

7. C. Clary, « Four Days in May: The India-Pakistan Crisis of 2025 », Stimson Center, 28 mai 2025, disponible sur : <https://www.stimson.org>.

8. M. Pinel, « Analyse de l'emploi de la puissance aérospatiale dans l'engagement militaire entre l'Inde et le Pakistan », *op. cit.*

9. « Kirana Hills: Pakistan's Secretive Nuclear Hub under Scrutiny after India's Operation Sindoor », *Times of India*, 16 mai 2025, disponible sur : <https://timesofindia.indiatimes.com>.

aériens, la ligne de contrôle au Cachemire a été le théâtre d'intenses échanges de tirs d'artillerie pendant cette crise, mettant fin au cessez-le-feu en vigueur depuis 2021¹⁰. L'Inde a également déployé quelques jours après l'attentat le groupe aéronaval *INS Vikrant* dans la mer d'Arabie, procédant à des tirs d'essai pour maintenir la marine pakistanaise dans une posture défensive. Le cyberspace s'est quant à lui imposé comme un autre théâtre d'opérations, avec une série d'attaques et de contre-attaques visant des infrastructures critiques.

Par la diversité des domaines impliqués et l'intensité des actions engagées, les quatre journées d'affrontement du 7 au 10 mai 2025 représentent la plus grave escalade militaire entre l'Inde et le Pakistan depuis plus de vingt ans. Si cette crise s'inscrit dans un cadre de tensions historiques et de différends persistants, elle se distingue par des caractéristiques propres, révélatrices des transformations profondes qui affectent le conflit indo-pakistanaise.

Les caractéristiques d'une conflictualité en mutation

L'escalade militaire observée durant ces quatre jours illustre la mise en œuvre d'une doctrine indienne plus offensive à l'égard du Pakistan, qui s'est progressivement consolidée au cours de la dernière décennie.

La doctrine indienne de fermeté vis-à-vis du Pakistan renouvelée

Cette nouvelle doctrine émerge avec l'arrivée au pouvoir de Narendra Modi en 2014, marquant une rupture avec la retenue de ses prédécesseurs. Après les attentats de Bombay en 2008, le gouvernement de Manmohan Singh avait opté pour une stratégie d'isolement diplomatique du Pakistan. À l'inverse, Modi défend une posture plus offensive, estimant que l'absence de riposte militaire à l'époque a favorisé la poursuite d'une guerre par procuration, à travers le soutien d'Islamabad à divers groupes terroristes.

Cette doctrine est énoncée publiquement dès 2015 par Ajit K. Doval, conseiller à la sécurité nationale de l'Inde, qui introduit le concept de « *defensive offense* » (offensive défensive)¹¹. Cette approche, bien que fondée sur une logique défensive, autorise l'usage de moyens offensifs afin de neutraliser la menace terroriste à sa source, en réaction à toute attaque sur le territoire indien.

Elle s'est illustrée en 2016 par des frappes ciblées dans le Cachemire pakistanais après l'attaque terroriste d'Uri, puis en 2019 avec la frappe aérienne sur un camp de Jaish-e-

10. C. Clary, « Four Days in May: The India-Pakistan Crisis of 2025 », *op. cit.*

11 Discours du conseiller à la sécurité nationale A. Doval, 23 avril 2015, disponible sur : <https://www.dailymotion.com>.

Mohammed à Balakot, dans la province pakistanaise de Khyber Pakhtunkhwa – la première incursion de ce genre sur le territoire pakistanais, depuis 1971¹².

Ces incidents préfigurent l'escalade de mai 2025, qui s'inscrit dans cette même volonté de dissuader le Pakistan de soutenir des groupes terroristes en recourant à des actions conventionnelles et proportionnées. Le 12 mai, Narendra Modi a formalisé verbalement cette doctrine autour de trois principes : toute attaque terroriste émanant du Pakistan appellera une réponse proportionnée ; l'Inde ne se laissera plus intimider par la dissuasion nucléaire pakistanaise ; enfin, aucune distinction ne sera faite entre les groupes terroristes et les États qui les soutiennent¹³. L'intensification des frappes en mai répond donc à une volonté délibérée de réaffirmer la crédibilité de l'Inde et d'adresser un message de fermeté à Islamabad.

La primauté de la puissance aérienne

Bien que l'Inde ait subi des pertes lors de l'opération Sindoor, elle a réussi, dans les jours qui ont suivi, à neutraliser une partie des systèmes de défense antiaérienne pakistanais et à frapper avec succès plusieurs cibles militaires en profondeur. Toutefois, la supériorité aérienne indienne, longtemps tenue pour acquise, a été mise au défi par une armée de l'Air pakistanaise dont les capacités conventionnelles se sont indéniablement renforcées grâce à l'appui chinois¹⁴.

Les affrontements de mai se sont distingués par l'intégration croissante de systèmes d'armement étrangers de plus en plus sophistiqués au sein des forces aériennes des deux pays. Le Pakistan a déployé des équipements chinois (chasseur J-10C, système de défense antiaérien HQ-9, missile de croisière PL-15) et turcs (drones TB2, Akinci). De son côté, l'Inde a déployé un arsenal varié combinant des Rafale et missiles de haute précision (SCALP, AASM) français, les missiles de croisière BrahMos issus de la coopération indo-russe, des drones Harop israéliens ainsi que des systèmes de défense aérienne S-400 russes. La crise de mai a d'ailleurs marqué le premier engagement opérationnel du J-10C chinois face à des avions occidentaux, faisant de ce théâtre d'affrontement un véritable laboratoire tactique pour les observateurs étrangers.

Du côté indien, des armements conçus localement ont également été employés au cours de l'opération Sindoor. Dans sa communication post-crise, le gouvernement indien a mis en avant les performances de ces systèmes – notamment le système de défense aérienne Akash, déployé durant l'affrontement – dans le but de stimuler les exportations d'armes dans le cadre de l'initiative « *Make in India* ».

12. Le 14 février 2019, un kamikaze à bord d'un véhicule piégé a percuté un convoi de la Central Reserve Police Force (CRPF) sur la route nationale Srinagar-Jammu, dans le district de Pulwama.

13. « English rendering of PM's address to the Nation », Bureau du Premier ministre indien, 12 mai 2025, disponible sur : <https://www.pib.gov.in>.

14. T. Fournol et T. Abram, « Inde – Pakistan : implications stratégiques de l'usage d'armements conventionnels chinois lors de l'affrontement de mai 2025 », *Défense & Industries*, Fondation pour la recherche stratégique, 21 juillet 2025, disponible sur : <https://frstrategie.org>.

Le champ informationnel décisif dans la conduite de la guerre

La crise de mai a aussi mis en lumière l'importance du champ informationnel : rhétorique nationaliste, désinformation systématique et guerre de récits ont dominé le conflit, comme en témoignent les bilans divergents sur les pertes aériennes¹⁵.

Sur le plan informationnel, le Pakistan semble avoir mieux maîtrisé sa communication. Il a largement mis en avant ses succès aériens face à l'opération indienne Sindoor, revendiquant notamment la destruction d'un Rafale. Cette affirmation s'est rapidement propagée sur les réseaux sociaux, amplifiée par plusieurs comptes liés à la sphère chinoise, saturant l'espace médiatique et contribuant à façonner la perception des opinions publiques quant à l'efficacité de la défense pakistanaise.

Plus largement, le Pakistan a renforcé sa stratégie de communication en cherchant à façonner le récit à son avantage. Il présente désormais l'Inde comme une puissance déstabilisatrice, pointant du doigt sa politique nationaliste et les violations des droits humains au Cachemire indien. Islamabad accuse aussi l'Inde de soutenir des groupes terroristes actifs sur son territoire, tels que le Tehrik-e-Taliban Pakistan et l'Armée de libération du Baloutchistan, des allégations qui se sont intensifiées ces derniers mois. Ces revendications, qui peinent encore à convaincre, s'inscrivent dans un contexte de forte recrudescence du terrorisme au Pakistan, avec 1 099 attaques et 1 081 victimes recensées¹⁶ en 2024.

Face à une posture pakistanaise plus offensive sur le plan médiatique et diplomatique, le discours indien, centré sur la légitime défense contre le terrorisme soutenu par l'État pakistanaise, a perdu en résonance. Ainsi, New Delhi a organisé de vastes tournées diplomatiques dans la foulée de la crise du printemps, envoyant notamment sept délégations parlementaires à l'étranger, pour faire entendre sa voix.

15. Le Pakistan affirmant avoir abattu six chasseurs indiens, tandis que l'Inde revendiquait la destruction d'un F-16 pakistanaise.

16. « Global Terrorism Index 2025 », Institute for Economics & Peace, 2025.

L'accélération des reconfigurations stratégiques autour de l'Inde et du Pakistan

La crise du printemps 2025 a mis en lumière les dynamiques géopolitiques entourant le conflit indo-pakistanaise. Elle a exposé le rôle d'acteurs extérieurs comme la Chine et la Turquie, et a conduit l'Inde à s'interroger sur la fiabilité de ses principaux partenaires.

L'appui de la Chine au Pakistan

La Chine est un acteur tiers déterminant dans le conflit indo-pakistanaise. Présente au Cachemire depuis 1963 par un accord avec le Pakistan, elle contrôle également, plus à l'est, l'Aksaï Chin, revendiqué par l'Inde.

Mais ce qui préoccupe particulièrement l'Inde, c'est la capacité de la Chine à exploiter son partenariat avec le Pakistan pour exercer une pression indirecte sur elle. Depuis 1990, Pékin est le principal fournisseur d'armes du Pakistan, avec une part croissante : entre 2019 et 2024, près de 81 % des importations militaires pakistanaises provenaient de Chine¹⁷. En plus des systèmes d'armes chinois utilisés par le Pakistan durant le conflit de mai, la Chine aurait aussi fourni du renseignement satellitaire¹⁸.

Malgré ce partenariat stratégique crucial, la Chine est restée relativement discrète durant la crise. L'Inde a elle aussi adopté une posture prudente à l'égard de la Chine, cherchant à préserver le fragile apaisement symbolisé par la poignée de main entre Modi et Xi Jinping lors du sommet des BRICS à Kazan en octobre 2024.

Le rapprochement Pakistan-Turquie

Au cours des dernières années, les relations entre la Turquie et le Pakistan se sont renforcées. Ankara a à plusieurs reprises réaffirmé son soutien à Islamabad concernant la question du Cachemire, ce qui a contribué à détériorer ses liens avec l'Inde. Sur le plan militaire, la Turquie a fourni au Pakistan des équipements de défense avancés, notamment des drones et des corvettes, et les deux pays organisent régulièrement des exercices militaires conjoints.

Aussi, l'attitude d'Ankara pendant les événements de mai a beaucoup irrité New Delhi. L'Inde a vivement condamné tant les critiques turques à l'égard des frappes indiennes du 7 mai que la fourniture de drones au Pakistan. New Delhi a récemment pris des mesures de représailles contre Ankara, comme l'exclusion d'une entreprise turque du secteur de la

17. M. George, K. Djokic, Z. Hussain, P. Wezeman et S. Wezeman, « Trends in International Arms Transfers, 2024 », Institut international de recherche sur la paix de Stockholm, mars 2025, disponible ici : <https://www.sipri.org>.

18. « China Gave Pakistan Satellite Support, Indian Defense Group Says », *The Japan Times*, 19 mai 2025, disponible sur : <https://www.japantimes.co.jp>.

défense du marché indien¹⁹. En parallèle, des voix issues des milieux économique et politique ont appelé au boycott des produits turcs.

Pour l'Inde, un test de ses partenaires

La crise du printemps 2025 a mis en lumière un relatif isolement diplomatique de l'Inde face au Pakistan²⁰. Si la Russie, la France et Israël ont exprimé leur solidarité avec l'Inde dans sa lutte contre le terrorisme et lui ont apporté un soutien technologique militaire déterminant, aucun de ces États n'a toutefois condamné explicitement le Pakistan dans ses déclarations officielles.

Fin mai, le ministre russe des Affaires étrangères a par ailleurs vivement critiqué la participation de l'Inde au Mécanisme quadrilatéral de sécurité (Quad) avec les États-Unis, le Japon et l'Australie, qualifiant d'« initiatives anti-Chine » les actions de l'Inde et de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord en « Eurasie orientale »²¹. Ces propos de la Russie, suivis mi-juin par la réception à la Maison-Blanche par Donald Trump²² du général Mounir, chef de l'armée pakistanaise, ont alimenté les doutes de New Delhi quant à la fiabilité de certains partenaires. Dans ce contexte, la France et Israël s'imposent, du point de vue indien, comme ses partenaires les plus fiables.

Pour se prémunir contre l'axe Islamabad-Ankara, l'Inde renforce par ailleurs ses relations avec des puissances hostiles à la Turquie, comme l'Arménie, Chypre ou la Grèce. Dans cette optique, New Delhi a intensifié sa coopération militaire avec l'Arménie, qui dépend désormais à 43 % de l'armement indien. Les visites historiques de Narendra Modi à Athènes en août 2023 puis à Nicosie en juin 2025 s'inscrivent également dans cette stratégie de rapprochement. Si cette diplomatie peut être perçue comme tactique voire opportuniste, elle témoigne avant tout de la volonté de l'Inde de consolider un réseau de partenariats cohérent, alors que New Delhi continue de rejeter les alliances militaires formelles au profit d'un multi-alignement assumé.

L'adéquation entre les postures extérieures affichées et les enjeux de politique intérieure

La crise a également révélé comment le conflit est utilisé, de part et d'autre, comme levier de politique intérieure. Narendra Modi adopte une ligne dure pour conforter son image de leader fort, tandis que l'armée pakistanaise, fragilisée politiquement, s'en sert pour réaffirmer sa centralité sur le plan intérieur.

19. V. Venugopal, « Turkey's Çelebi Sues Indian Government over Security Clearance Cancellation », *Financial Times*, 19 mai 2025, disponible sur : <https://www.ft.com>.

20. C. Jaffrelot, « L'Inde apparaît relativement isolée comparé au Pakistan », *Le Monde*, 14 mai 2025.

21. Discours du ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, Sergueï Lavrov, à l'occasion du Forum Eurasie, Perm, 29 mai 2025, disponible sur : https://mid.ru/en/foreign_policy.

22. S. Landrin, « Au Pakistan, le général Munir sort grand vainqueur de la confrontation avec l'Inde », *Le Monde*, 20 juin 2025, disponible sur : <https://www.lemonde.fr>.

Le dossier cachemiri, un axe central de l'agenda nationaliste du BJP

Le Cachemire demeure un symbole idéologique majeur pour le BJP, incarnant à la fois l'unité nationale et l'affirmation du pouvoir central. La révocation du statut spécial du Jammu-et-Cachemire en août 2019, une promesse électorale clé de Narendra Modi, a été présentée comme une mesure essentielle pour garantir la sécurité et favoriser le développement de la région. Dans les faits, cette réforme a réduit considérablement de l'autonomie politique et administrative du Jammu-et-Cachemire. En parallèle, l'ouverture accrue aux investissements étrangers et la suppression des protections foncières traditionnelles alimentent des inquiétudes croissantes au sein de la population cachemirienne.

L'attentat de Pahalgam a mis en évidence les limites du récit officiel de normalisation. Face à cette attaque, le BJP s'est vu contraint de réagir avec fermeté pour préserver sa légitimité auprès de son électorat. Le gouvernement a ainsi annoncé de lourdes représailles contre le Pakistan, concrétisées par l'opération Sindoor, largement relayée dans la communication officielle, tout en renforçant le dispositif sécuritaire dans la région. Cette séquence a été marquée par une nette régression des libertés civiles au Cachemire, avec une intensification de la surveillance, des arrestations arbitraires ainsi qu'une répression accrue des médias et des voix dissidentes, au nom de la lutte contre le terrorisme.

Au Pakistan, l'armée tire profit des retombées de la crise

Au Pakistan, la confrontation avec l'Inde a redonné un nouvel élan à une armée dont la popularité était en déclin avant la crise de mai. Alors que le pays demeure embourbé dans une impasse politique, à la suite de l'emprisonnement de l'ancien Premier ministre Imran Khan, cette crise a offert à l'armée l'opportunité de regagner en popularité mais aussi de renforcer son emprise sur le pouvoir. Le chef de l'armée, le général Asim Munir, a même été promu maréchal le 21 mai 2025, un grade à cinq étoiles exceptionnel dans l'histoire militaire pakistanaise, reconnaissant son rôle central dans l'opération Bunyan-um-Marsoos et consolidant son influence politique.

Par ailleurs, cette crise a également servi à détourner l'attention de la population des graves difficultés internes, du peu d'autonomie internationale – notamment en raison d'une crise économique profonde – et de la grande dépendance à l'aide financière du FMI, des pays du Golfe et de la Chine.

Un horizon diplomatique fortement obstrué

La reprise du dialogue, nécessitant une volonté politique de part et d'autre, semble aujourd'hui hors de portée. La suspension de deux accords historiques lors de la crise n'inspire guère d'optimisme.

L'Inde s'est ainsi retirée du traité bilatéral des eaux de l'Indus (1960), un accord clé pour le partage des ressources hydriques qui avait jusque-là résisté à plusieurs conflits. Ce traité est d'autant plus crucial que les deux pays font face à un stress hydrique croissant, particulièrement au Pakistan où l'Indus constitue la principale source d'eau pour l'agriculture. New Delhi, qui développe depuis des années des projets de barrages sur les rivières occidentales, cherche à en renégocier les termes.

Le Pakistan a qualifié cette suspension « d'acte de guerre » et, en représailles, a suspendu l'accord de Shimla (1972), un traité fondamental fixant la ligne de contrôle et visant à favoriser un règlement pacifique des différends. La suspension de ces deux accords fragilise fortement les mécanismes institutionnels de coopération et complique la prévention de futures crises.

Sylvia Malinbaum est chercheuse, responsable de la recherche sur l'Inde et l'Asie du Sud
au Centre Asie de l'Ifri.

Comment citer cette publication :

Sylvia Malinbaum, « La crise indo-pakistanaise du printemps 2025 : reflet d'un conflit en mutation »,
Briefings de l'Ifri, Ifri, 23 juillet 2025.

ISBN : 979-10-373-1090-3

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

© Tous droits réservés, Ifri, 2025

Couverture : Pakistan Rangers during a parade on the Pakistan's 72nd Independence Day, 2019

© Murtaza.Ali/Shutterstock.com



27 rue de la Procession
75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org

